Il y a dix ans disparaissait Hugo Chávez. Pour honorer sa mémoire, dans tout le pays, du 5 au 14 mars, les cérémonies, les rassemblements, les concerts ou les défilés de ses partisans se sont succédé, notamment à Caracas où des milliers de personnes ont marché vers sa sépulture, à la Caserne de la montagne 4F.

Trois dirigeants latino-américains ont fait le déplacement, dont Daniel Ortega, l'actuel dictateur nicaraguayen ou le président de Bolivie Luis Arce ainsi que quelques personnalités qui avaient côtoyé Chávez, comme Evo Morales, Raul Castro ou Rafael Correa. Nous sommes loin de la trentaine de chefs d'État qui avaient assisté à ses funérailles le 8 mars 2013.

Parmi la population qui célèbre cet anniversaire, se côtoient aussi bien ceux qui regrettent sa disparition et son remplacement par Maduro que ceux qui estiment que l'actuel président représente la continuité avec le défunt. Mais malgré la présence des officiels et les hommages militaires, partout c'est le peuple « d'en bas » qui exprime ses regrets et sa tristesse en rappelant les conquêtes sociales obtenues du temps de Chávez. Comme un souvenir ancré dans la mémoire d'un paradis qui serait désormais lointain.

C'est donc l'occasion de revenir sur son héritage, d'autant plus que pendant les 10 ans qui ont suivi sa disparition, les politiques menées par son successeur, Nicolas Maduro, l'ont été en son nom. Une question se pose alors : quel est l'apport véritable d'Hugo Chávez ?

***

La rupture Maduro

Quelques mois avant son décès, Chávez écrit un texte qui ressemble à son testament politique. Intitulé *El Golpe de Timón*, il dresse un constat sévère de l'évolution de la situation politique et sociale du pays. En une vingtaine de pages le programme qui y est présenté est sensé ouvrir un nouveau cycle de transition, et d'ailleurs le Conseil des Ministres où ce texte présenté est nommé « *premier conseil des ministres du nouveau cycle de la Révolution Bolivarienne* ». Il se tient le 20 octobre 2012, soit 13 jours après la réélection triomphale de Chávez à l'élection présidentielle.

Ce court pamphlet démarre par un éloge à Jorge Giordani, ministre de la planification, qui dans un livre proposait de modifier le cours du processus, en particulier en appelant à lutter contre la bureaucratisation et la corruption. Au-delà, ce fidèle du chavisme réclame l'autogestion au sein des entreprises, un développement économique autonome et une planification démocratique. Or, tous ces points, pourtant repris par le président réélu ont été évacués durant les années précédentes par Chávez lui-même.

Par exemple, la mise en place du contrôle ouvrier a été extrêmement restreinte lors de l'écriture du nouveau code du travail qui désormais ne l'autorise que dans des cas extrêmement limités et encore, et sous condition de l'aval du gouvernement. Quant au développement économique, la rente pétrolière n'a pas été utilisée pour construire une politique économique permettant de desserrer l'étau de la dépendance vis-à-vis du marché mondial et des grandes puissances impérialistes. Ce qui fait que le secteur privé en 2013 a le même poids dans l'économie qu'en 1998, et représente toujours 64% du PIB. Nous sommes bien loin du collectivisme ridiculement dénoncé par la droite ! Par contre, les revenus du pétrole ont favorisé la croissance rapide du pouvoir d'achat et la baisse de la pauvreté grâce à leur utilisation plus équitable en faveur des classes populaires, mais avec une corruption toujours massive, inhérente aux économies capitalistes de rente.

Dès lors, la reprise des propositions de Giordani par Chávez semble représenter une autocritique majeure. Reste que tout ceci ne sera jamais appliqué car Chávez quitte le Venezuela le 9 décembre 2012 à destination de Cuba pour soigner son cancer. Il revient à Caracas le 18 février 2013 mais sans espoir de guérison, attendant sa mort qui survient le 5 mars 2013. Le 14 avril 2013, son successeur Nicolas Maduro est élu à l'élection présidentielle par une courte majorité d'électeurs.

Les propositions d'Hugo Chávez semblent donc enterrées et cela se confirme le 17 juin 2014 lorsque Giordani est viré du gouvernement. Rappelant qu'il a lancé des alertes lors des réunions au sein du gouvernement et adressé une note qui reprend ses inquiétudes, il décide, suite à son éviction, de la publier le 18 juin. Il y dénonce la corruption, les erreurs d'orientation économique, notamment sur l'absence de contrôle du système bancaire. Mais il attaque un point sensible en mettant sur la table les irrégularités de gestion de PDVSA et de la Banque Centrale du Venezuela. Plusieurs personnalités de l'entourage de Chávez soutiennent ses critiques, comme Gustavo Márquez, ancien ministre de l'industrie et du commerce, Ana Elisa Osorio, ancienne ministre de l'environnement ou Héctor Navarro, ancien ministre de l'éducation.

Rapidement, l'élargissement de la démocratie, réclamée dans *El golpe de Timon*, est remplacé par le vote d'une loi habilitante permettant au président de gouverner par ordonnances. La construction d'un État Communal, censé se substituer à l'État vénézuélien « classique », disparait au profit d'un pouvoir concentré dans les mains de Maduro. Quant à la corruption si fréquemment dénoncée, deux études mettent en évidence les détournements massifs de fonds issus de la production d'hydrocarbures, sans qu'aucune suite judiciaire ne soit donnée.

La crise économique frappe le pays à partir de 2014 quand le prix du pétrole d'effondre, limitant d'autant la rentrée de devises. Pour y faire face, le choix de Maduro sera d'accélérer l'ouverture de l'économie vénézuélienne au marché mondial. Dès le 18 novembre 2014 une loi acte la création de Zones Economiques Spéciales, faisant sauter les verrous législatifs de protection des droits sociaux et environnementaux. La plus importante de ces zones, l'Arc Minier de l'Orénoque, a une surface équivalente à celle du Portugal[1].Cette loi complète celle du 17 novembre 2014 qui protège les investissements étrangers et amorce la remise en cause de la protection des ressources exploitables, pourtant inscrite dans les lois antérieures.

Cette fuite en avant extractiviste se double d'un durcissement du pouvoir sur la question des droits démocratiques. La faillite économique du pouvoir ouvre la voie à l'élection d'une Assemblée nationale à majorité de droite le 6 décembre 2015. Pour contrer ce pouvoir législatif qui lui échappe, Maduro décide de créer de toute pièce une Assemblée Nationale Constituante, élue le 30 juillet 2017. Cette Assemblée n'est en rien constituante, car ce n'est pas son objet. Il s'agit uniquement de valider les projets de loi du gouvernement en court-circuitant l'Assemblée nationale[2].

Approfondissant son orientation en direction de la bourgeoisie nationale et internationale, le 28 décembre 2017 est signée une nouvelle loi sur la facilitation et la protection des investissements étrangers. Elle prévoit la sécurisation des investissements des multinationales, leur accès privilégié aux services publics ainsi que la garantie d'encaissement immédiat des profits.

Les années suivantes ne seront que l'approfondissement de cette orientation. Bien sûr il y a la crise politique et économique, notamment avec le blocus étasunien, qui frappe durement

le peuple vénézuélien, mais Maduro a choisi de ne s'appuyer ni sur la mobilisation populaire ni sur l'approfondissement de la démocratie locale, dans les quartiers, mais aussi dans les entreprises. Il a préféré utiliser l'appareil d'État, notamment militaire et policier, pour asseoir son pouvoir.

Afin de s'assurer leur soutien, il permet aux militaires de devenir de véritables entrepreneurs, désormais les principaux bénéficiaires de la création des ZES, et qui multiplient la création d'entreprises dans la totalité des domaines de l'économie nationale. Entre 2013 et 2017, quatorze entreprises dirigées par les militaires sont créées, dans le secteur minier, le secteur bancaire, les hydrocarbures, l'eau, les télécom, les transports, etc. Même dans le domaine alimentaire, pendant la crise humanitaire, le Commando pour l'Approvisionnement Souverain est divisé en 18 groupes, chacun dirigé par un militaire. C'est bien sûr sans compter sur les anciens militaires élus aux postes de gouverneur ou de ministres….

Avec la normalisation des rapports avec les principaux partis d'opposition, une nouvelle loi sur les ZES est votée le 30 juin 2022. Elle est soutenue par la majorité de l'opposition de droite comme Luis Eduardo Martínez, chef de la fraction parlementaire de l'Action Démocratique qui estime qu'elle « *favorisera l'investissement privé* » et apporte aussi son soutien à une loi complémentaire sur « les nouvelles entreprises » qui, selon lui, « *permettra l'émergence de nouveaux entrepreneurs qui généreront des revenus pour eux-mêmes et leurs familles* ». Comme l'a dit Maduro, « *c'est une loi pour poser les jalons d'un nouveau modèle de développement national* ». On ne saurait mieux dire les choses.

En cette année du dixième anniversaire de la disparition de Chávez, nous pouvons mesurer le chemin parcouru. De la promesse du socialisme du XXIème siècle, nous sommes arrivés à des lois clairement néolibérales qui livrent les ressources du pays, moins aux multinationales, sanctionnées si elles investissent directement au Venezuela en raison du blocus décrété par les USA, qu'à la bolibourgeoisie, cette fraction de la bourgeoisie vénézuélienne qui s'est développée dans les entrailles même du régime et a pris le pouvoir.

Le trait d'union Chávez-Maduro

Mais il est impossible de comprendre ce virage politique sans revenir aux années Chávez.

Tout d'abord, le modèle caudilliste de gestion de l'Etat, si fréquent en Amérique latine, transposé par Ernesto Laclau autour du concept de populisme de gauche et de l'homme providentiel incarnant le peuple, a une conséquence majeure : la personnalité du caudillo prend une importance accrue dans les choix politiques qu'il fait.

Or, Chávez et Maduro n'ont pas la même histoire. Le premier s'est construit par une révolte contre la corruption et les inégalités sociales. Pourtant influencé par le nationalisme anti-impérialiste et le Parti Communiste Vénézuélien, il estime rapidement que castrisme et communisme sont des idéologies dépassées et qu'il faut créer un nouveau corpus intellectuel et politique à partir des racines historiques latino-américaines. Ce sera Simon Bolivar, Ezéquiel Zamora, et bien d'autres figures de l'histoire nationale et continentale. Son programme sera construit autour de deux axes : lutter contre la corruption et les inégalités sociales d'une part et développer une nouvelle démocratie d'autre part. Ce deuxième point fera l'objet de la nouvelle Constitution adoptée en 1999.

Maduro est avant tout militant maoïste, au sein de la Ligue Socialiste, puis castriste. En adhérent à ces deux courants politiques, tant le pluralisme politique que la démocratie « à la base » sont des concepts qui lui sont étrangers. Désormais héritier en 2013 du pouvoir politique, il ne s'embarrasse pas de ces considérations, qu'aussi bien le castrisme que le maoïsme considèrent comme « bourgeoises ».

Ces deux histoires individuelles, même si elles ne sont pas déterminantes, pèsent sur la manière de traiter les obstacles et les questions politiques qui se posent pendant l'exercice du pouvoir. Chávez a reculé à maintes reprises, après avoir manié le bâton, que ce soit par exemple pendant le conflit social de la Sidor, donnant raison aux salariés en lutte depuis des mois, ou lors de la crise ouverte lors du débat des intellectuels en 2009 sur « l'hyper-présidence », expliquant – tardivement certes – que la critique et le débat devaient être acceptés et respectés[3].

Avec Maduro, il n'y a pas cet espace. Il n'hésite pas à réprimer, même dans le cœur historique des soutiens au chavisme, comme dans le quartier *23 de Enero* de Caracas qui se révolte le 30 juillet 2017 contre la décision du Conseil National Électoral de ne pas reconnaitre la victoire de quelques constituants chavistes critiques lors des élections à l'Assemblée Constituante.

Mais s'il y a eu des différences entre le régime de Chávez et celui de Maduro c'est aussi et surtout parce que la lutte entre « la gauche chaviste » et sa droite au sein du parti au pouvoir et des institutions n'était pas achevée sous Chávez. Ces deux courants expriment des intérêts sociaux différents. La gauche s'appuie sur l'enthousiasme originel, populaire, se bat pour « un socialisme du XXIème siècle », tandis que la droite représente les intérêts de la bolibourgeoisie ascendante.

Ce conflit sera réglé au profit de cette dernière sous Maduro. Dès lors, la nostalgie résiduelle actuelle envers Chávez n'est que l'illustration de cet engouement populaire originel, qui s'incarne dans le souvenir de la création des missions sociales et des programmes de lutte contre la pauvreté où pour la première fois au Venezuela, les classes populaires avaient le sentiment que le pouvoir politique répondait à leurs besoins. C'est cette nostalgie qui est entretenue par Maduro qui se proclame continuateur de la politique de Chávez, lui permettant de conserver une partie du soutien populaire qui lui est indispensable pour rester au pouvoir.

Maduro a accédé au pouvoir parce que le chavisme l'a rendu possible. Aussi, la rupture de Maduro avec le chavisme repose désormais sur la domination sans partage de la bolibourgeoisie mais la racine de ces transformations et de la victoire de cette fraction de la bourgeoisie est à chercher dans les années Chávez. Il faut pour cela revenir en arrière et tracer le fil de l'histoire.

Sous Chávez, pendant les années 1999-2007, les offensives de la droite ont été contrées en deux temps. Le coup d'Etat de 2002 a été un échec grâce à la mobilisation populaire et Chávez s'est appuyé sur elle en créant les missions sociales, autour de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, de la culture, etc., en direction des couches populaires. Puis, dans un deuxième temps, il y a eu un infléchissement pour développer d'autres institutions politiques, implantées dans les quartiers. Ce seront les conseils communaux, au fonctionnement parallèle aux conseils municipaux. Se développera ensuite la notion d'État Communal censé exprimer une démocratie populaire, à la base. Ces réponses politiques du chavisme lui ont permis de garder un fort niveau de mobilisation sociale et de consolider sa légitimité face à une droite violemment agressive.

Mais Chávez, profitant de ce soutien populaire, va tenter de consolider son pouvoir politique présidentiel lors du référendum constitutionnel de 2007, ce qui est perçu comme contradictoire avec aussi bien les récentes décisions politiques qu'avec les aspirations populaires. Une droite très remontée et des classes populaires peu enthousiastes vont lui faire perdre le référendum.

A partir de ce moment-là, toutes les réformes politiques se feront en dehors de toute consultation populaire, ce qui va contribuer fortement à la démobilisation des classes populaires. Très clairement, Chávez va développer une méfiance accrue envers l'auto-organisation populaire et, par exemple, n'hésite pas à provoquer une scission du mouvement syndical afin de construire un syndicalisme entièrement inféodé au pouvoir chaviste. Sur le terrain politique, le chavisme va tenter de conserver la main en soumettant le mouvement social et ses organisations. Ceux qui s'y refuseront seront marginalisés[4].

Sur le terrain économique, alors qu'une partie des besoins sociaux échappent à la marchandisation grâce aux missions sociales, la politique économique de Chávez va connaitre non pas une mutation « socialiste », mais se réduire à une mutation redistributive. La nationalisation de quelques secteurs clefs de l'économie, hydrocarbures, électricité, etc., a pour vocation d'appuyer la croissance économique. Mais cette croissance est portée par le secteur privé dont le poids dominant reste inchangé pendant les années Chávez. Pire, que ce soient dans les entreprises privées ou au sein des entreprises nationalisées, les rapports de domination et d'exploitation ne sont jamais remis en cause et le nouveau code du travail ne fait qu'entériner cet état de fait.

Avec la crise financière mondiale de 2008, la révolution bolivarienne va vite montrer ses limites. Non seulement le régime a racheté les banques en faillite mais il a refusé, malgré les conseils d'économistes de gauche, de créer un pôle public bancaire en nationalisant tout ou partie de ce secteur. En renouant ensuite avec la politique monétaire de l'ancien régime, notamment en introduisant des taux de change différenciés, Chávez va accélérer la spéculation et la corruption. Ce système, porteur d'un accroissement des inégalités entre la majorité de la population qui n'a pas accès aux taux de change préférentiels et les privilégiés qui l'utilisent dans les échanges internationaux, a renforcé le poids de la bolibourgeoisie.

Les années suivantes et jusqu'au *Golpe de Timon*, le Venezuela chaviste va rester au milieu du gué, coincé entre des revendications populaires qu'il ne soutient qu'à condition de les contrôler et de les soumettre, et une bolibourgeoisie qui va gangréner le régime et le parti au pouvoir permettant la rupture maduriste des années à venir.

Que reste-t-il dix ans après ?

Depuis la mort de Chávez, le chemin parcouru est celui de la liquidation des acquis sociaux des premières années du chavisme. Les missions ne fonctionnent plus, faute de financement ou de matériel. La pauvreté a explosé à un taux jamais atteint et des millions de vénézuéliens se sont exilés.

Cette trajectoire montre qu'il y a une grande différence entre corriger des inégalités sociales et changer de paradigme. Dans le premier cas, la redistribution des revenus pétroliers a permis l'accès aux soins, à l'éducation, à des produits alimentaires à bas prix, à

la culture, pour des populations qui jusqu'ici en étaient exclues. Mais la domination économique de la bourgeoisie est restée intacte. Pire elle a réussi à gangréner le pouvoir chaviste, écartant tous ceux et celles qui œuvraient pour un Venezuela socialiste. Preuve supplémentaire des limites d'un postnéolibéralisme qui ne soit pas anticapitaliste.

Et en 10 ans, Maduro a montré qu'il est possible de manier un discours anti-impérialiste tout en mettant en place des mesures économiques inspirées des politiques néolibérales, orientées vers une couche sociale qui s'accapare les richesses du pays. Pendant ce temps, alors que de nouveaux riches vénézuéliens se pavanent à Miami, le salaire minimum est devenu le plus bas du continent plongeant la majorité de la population dans la misère.

*

Illustration : Wikimedia Commons.

Notes

[1] Située en grande partie au sein de l'état de Bolivar, cette ZES tient un rôle central dans la politique extractiviste du régime. A tel point que lors des élections régionales du 15 octobre 2017, le Conseil National Electoral annonçât d'abord la victoire du candidat de l'opposition de droite dans l'Etat de Bolivar puis inversât le résultat le lendemain au profit du candidat maduriste car pour le pouvoir il était inconcevable de ne pas contrôler totalement cet État. A noter que le vainqueur officiel, Justo Noguera Pietri fut l'ancien commandant général de la Garde Nationale Bolivarienne, mais aussi président de la principale entreprise de sidérurgie, la Sidor et de la Corporación Venezolana de Guayana.

[2] La procureure générale Luisa Ortega Díaz, mise en place par Chávez, a dénoncé cette rupture de l'ordre constitutionnel. Juste après, accusée opportunément de corruption, l'Assemblée Nationale Constituante dans son premier acte politique du 5 août 2017 vote sa destitution.

[3] Voir l'ouvrage de Pierre Mouterde et Patrick Guillaudat, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne*, 2012, M éditeurs, où ces deux conflits sont abondamment décrits et expliqués.

[4] Cela a été clairement la politique menée par exemple lors de la réécriture du code du travail. Le pouvoir a scissionné l'UNT, syndicat qui s'est créé contre le coup d'Etat de 2002 et contre la centrale historique, totalement corrompue, la CTV. En créant de toute pièce la CSBT (*Central Socialista Bolivariana de los Trabajadores de la ciudad, del campo y del mar*), Chávez n'a discuté qu'avec cette nouvelle centrale, excluant la CNT et d'autres organisations syndicales. Le nouveau code du travail a ainsi été rédigé dans le plus grand secret entre le ministère du travail et la CBST, malgré l'apport de milliers de contributions.